



Communiqué des organisations syndicales et associatives de retraité-e-s

Après les mobilisations du 17 novembre, le Président Macron continue à mépriser les retraités.

Nos organisations, dans le cadre de la journée de mobilisation des le 17 novembre, à l'appel de nos organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et nos associations de retraité.es FGR-FP, LSR, UNRPA Ensemble & solidaires, avaient sollicité une entrevue auprès du Président de la République pour cette même journée.

Dans un très grand nombre de départements des initiatives diverses ont été menées en direction des Préfectures, rassemblements, délégations, dépôt de motion, etc. Dans quelques villes des manifestations ont même été maintenues avec le respect des règles sanitaires. Nos organisations continuent de faire signer la pétition exigeant la revalorisation de toutes les pensions selon le salaire moyen, le rattrapage du pouvoir d'achat perdu et un acompte immédiat de 100 euros.

Le mépris est confirmé

Une nouvelle fois M. MACRON n'a pas daigné nous répondre, comme il fait depuis son arrivée à la Présidence de la République.

Les retraités paient un lourd tribut à la pandémie (80 % des décès). Dans le même temps ils subissent un matraquage médiatique les présentant comme des privilégiés. Le gouvernement participe à cette mise à l'index, directement ou par le biais « d'experts » chargés de défendre l'ordre actuel des choses. Les personnes retraitées sont déclarées improductives, très coûteuses pour l'économie, avec leurs pensions et avec les soins médicaux : des bouches inutiles qui ne rapportent plus rien.

La progression de la misère s'amplifie chez les jeunes mais aussi chez les personnes âgées. Ce constat est également fait au quotidien par les associations caritatives. Selon, le rapport du COR du 26 novembre 2020, *10% des retraités (notamment des femmes) ont un niveau de vie inférieur à 1 103 euros.*

La pauvreté s'étend, mais la fortune des 0,1 % de Français les plus aisés a augmenté d'un quart depuis 2017. L'argent existe pour de multiples dépenses sociales, dont la revalorisation des pensions.

Et pourtant, en 12 ans notre pouvoir d'achat a été réduit de 20 %. Ces dernières années, de blocage des pensions en hausse de la CSG, le pouvoir de vivre a été sérieusement amputé alors que la hausse des prix s'accélérait et nul doute que la crise sanitaire et économique va aggraver leur situation. C'est ce que confirment les derniers rapports du COR et de la DRESS.

On entend dire, à l'image des propos de M. François Ecalte, ancien rapporteur général de la Cour des comptes et président de Fipeco, site d'informations sur les finances publiques : « *On pourrait se retrouver dans une situation similaire à celle connue suite à la crise financière de 2008 avec plusieurs années de gel des pensions ou une hausse inférieure à l'inflation. Les retraités perdraient alors en pouvoir d'achat.* »

Ensemble nous portons la revendication d'une revalorisation des pensions indexée sur le salaire moyen le rattrapage du pouvoir d'achat perdu et un acompte immédiat de 100 euros pour toutes et tous. Les pensions ne sont pas une prestation sociale, mais la marque d'une solidarité intergénérationnelle par les cotisations versées tout au long de la vie « active ».

Et la perte d'autonomie

Pourquoi créer une branche spécialement dédiée aux questions de perte d'autonomie ? La perte d'autonomie concerne les jeunes comme les anciens. La branche assurance-maladie actuelle est en charge des questions de santé. Dans les propositions du gouvernement, personnes handicapés et âgées vont se retrouver ainsi mises à part alors qu'elles auraient toute leur place dans la branche maladie et nous assisterions à un nouveau dépeçage de la Sécurité Sociale. Nous dénonçons le financement de la perte d'autonomie qui va s'appuyer sur le rétablissement de la contribution des complémentaires-santé et l'augmentation à 2,08 % au lieu de 2,06 % de la fraction de la CSG attribuée à la CNSA et demandons une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale, excluant donc tout reste à charge.

Pouvoir d'achat, pension de réversion, perte d'autonomie, santé : nombre d'experts, de politiques présentent les retraités comme des privilégiés. Nous aimerions entendre le président de la République réfuter les propos inacceptables de ce matraquage médiatique et le voir s'engager vers d'autres choix budgétaires et sociaux.

- C'était le sens de notre demande d'entrevue afin de faire entendre nos inquiétudes mais aussi nos propositions.
- C'est bien pour cela que nous réitérons notre demande d'entrevue.